

INSTALLATION AUJOURD'HUI DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

Sur fond de divergences

La Haute Instance chargée de la surveillance des prochaines élections législatives sera installée aujourd'hui dans un contexte politique tendu et marqué notamment par un malaise perceptible du pouvoir qui peine à faire passer cette échéance électorale comme un événement ordinaire.

La dernière intervention du ministre de l'Intérieur a d'ailleurs résumé on ne peut mieux ce malaise en proférant des menaces de taille contre les partis politiques qui boycottent les élections. Des députés qui assistaient à l'intervention de Nouredine Bedoui à l'APN ont, en effet, informé la presse que ce dernier avait fait part d'une volonté de retirer l'agrément aux formations politiques ayant pris la décision de boycotter ces élections en se basant sur une disposition inscrite dans les textes réglementant les activités partisans. Les textes en question stipulent pourtant clairement qu'une telle décision ne peut être prise qu'après quatre actions de boycott consécutives observées chez un parti. Certains ont conclu à une probable intention de s'acheminer vers un amendement de la loi électorale, mais en général, tous y ont vu une attaque en règle contre les formations politiques ayant pris la décision de faire de ces élections un non-événement. C'est notamment le cas du parti de Ali Benflis,

Talaïou El-Hourriyet qui a fait savoir, tambour battant, que cette échéance n'avait aucune importance car destinée à perpétuer le système en place. Jil Jadid de Soufiane Djillali a également fait connaître, très rapidement, sa décision de boycotter l'événement et tout l'intérêt médiatique accordé à toutes ses positions qui ont eu pour effet d'énervier les autorités auxquelles se sont exprimées donc par la voix de Bédoui qui s'interrogeait récemment à El-Oued sur «une vision unitaire étroite qui sert à entraver une opération électorale».

Le pouvoir n'a pas seulement affaire aux «boycotteurs». La majorité des partis ont naturellement donné leur quitus en confirmant leur participation à ces élections tout en gardant un regard sévère sur l'instance mise en place pour la surveillance du déroulement du scrutin, perçue comme étant le principal indicateur des véritables intentions du pouvoir. Excepté les partis majoritaires, le RND et le FLN, et les organisa-



Nomination de Abdelwahab Derbal à la tête de la commission chargée de surveiller le scrutin.

tions satellites sur lesquelles a coutume de s'appuyer le pouvoir en pareilles circonstances, toutes les autres formations ont, dès le départ, réclamé la mise en place d'une commission indépendante chargée de l'organisation des élections pour écarter l'ombre de la fraude.

L'opposition a, dans sa globalité, perçu d'un mauvais œil la nomination de Abdelwahab Derbal à la tête de la commission chargée de

surveiller le scrutin. Les appréhensions concernent non pas la personne qu'incarne cet ancien dirigeant d'Ennahdha, mais sur la manière dont s'est effectué le choix «unilatéral» de la présidence de la République. Certaines formations politiques d'opposition ayant confirmé leur participation au scrutin ont, d'autre part, émis des réserves sur la composante de l'Instance de surveillance des élections. Toutes ces réserves ont eu

pour effet de pousser l'ensemble de l'opposition à refuser les consultations qui se sont déroulées avec Derbal. Poursuivant sa logique, la présidence de la République a, cependant, annoncé avoir reçu 60 réponses parmi lesquelles 47 partis donnaient leur accord aux propositions qui leur ont été faites. Neuf autres partis ont émis des réserves en maintenant la demande de mise en place d'une commission indépendante et enfin quatre autres ont rejeté le processus électoral. Le communiqué de la présidence de la République avait détaillé les explications fournies par certains partis tels que le RCD et Talaïou El-Hourriyet.

Il faut dire que l'attitude générale observée à l'égard de cette échéance a fini par donner à ces élections un cachet particulier. Celui d'élections parties avec des a priori, de mauvaises bases, qui ajoutent à l'atmosphère générale caractérisée par un malaise qui relègue l'événement à une seconde position au sein d'une société confrontée à une hausse de prix très difficile à supporter. Et c'est dans ce contexte que sera installée aujourd'hui la commission chargée de la surveillance des élections législatives.

A. C.

MENASRA

«Comment réconcilier les électeurs et les urnes ?»

A l'inverse des démocrates qui semblent se complaire, en ces temps hivernaux, dans le lit douillet de la léthargie, les islamistes dits modérés bougent, font pression sur le pouvoir pour lui arracher des concessions politiques et, surtout, font de nouvelles propositions stratégiques à leur électorat. Ils ont, en fait, créé une dynamique politique et attirent l'attention vers eux.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer la sortie de Abdelmadjid Menasra, président du Front du changement (FC), ce samedi à Boumerdès. «Je suis venu expliquer aux militants et aux sympathisants les nouvelles données des partis de notre mouvance et le projet de la réunification de nos partis», dira d'emblée le chef du FC. Lors du point de presse qu'il a animé avant de prendre la parole devant une assistance moyenne qui l'attendait à la salle Sennani de Boumerdès, nous l'avons questionné sur des points qui font l'actualité du pays comme l'installation officielle de la Haute instance indépendante de surveillance des élections HIIE. «Notre position par rapport à cette instance de contrôle des élections est connue. Cette structure n'est pas la revendication des partis politiques. Elle ne pourrait pas être la garante d'élections honnêtes. Ni ses prérogatives, ni la nature de sa mission ne lui permettent d'être en effet, une caution d'élections transparentes. Notre revendication est une commission indépendante des partis et de l'administration. Donc, c'est elle qui organise les élections. L'autorité du pays a pris un autre chemin et a installé une commission similaire à celle de 1995 en apportant quelques changements de forme.»



Abdelmadjid Menasra.

Pour lui, l'organisation d'une élection transparente obéit à des critères. C'est ce qui se fait dans des pays démocratiques «ou l'administration est neutre, dès lors, les élections seront justes et s'il y a des antécédents avec l'administration, on installe une commission de contrôle». Selon lui, même si les partis politiques réunissent leurs efforts, ils n'ont pas les moyens logistiques pour contrôler l'administration. La nouvelle instance est dans la même situation estime Menasra. «Que peuvent contrôler 410 personnes alors qu'il existe plus de 50.000 bureaux ? Les vrais contrôleurs comme ceux existants dans les pays démocratiques ne contrôlent pas tous les bureaux mais vérifient les critères de gestion de ces élections.» Clôturant le chapitre des élections, Menasra prend à témoin l'opinion publique sur l'engagement du Premier ministre Abdelmalek Sellal à faire des prochains scrutins des exemples de transparence et de démocratie. «Nous avons écouté attentivement le Premier ministre dire que le gouvernement est décidé à faire des prochaines législatives un exemple en

matière de transparences et de démocratie. Il reconnaît donc que les précédentes élections n'étaient ni transparentes, ni démocratiques. Nous considérons pour notre part que les élections sont une partie de la solution à la crise dans laquelle se débat le pays. Le pouvoir et les partis politiques doivent travailler pour réconcilier les électeurs avec les urnes et rendre la crédibilité aux élections.»

Le projet d'unification des partis islamistes date d'il y a 4 ans

S'agissant de la réunification des partis islamistes, le numéro 1 du Front du changement affirme que ce projet est en chantier depuis 4 ans. «Une commission mixte travaillait depuis le 26 mars 2013. A cette date, nous avons signé un document intitulé principes d'unité.» Comment allez-vous gérer cette situation de transition par rapport aux élections à venir ? «Nous allons en rang uni vers les élections et avec des listes uniques», dira-t-il. Au plan juridique, comme la loi algérienne ne parle pas des

cas d'unification des partis politiques, ce qui oblige les concepteurs de cette union à conserver l'agrément du MSP. «Comme tout le monde le sait, le pouvoir a bloqué les agréments de partis politiques. Nous n'allons pas nous aventurer sur cette voie ; nous sommes obligés donc de conserver l'agrément du HMS.» Est-ce le retour au bercail des contestataires du HMS qui ont créé d'autres partis politiques ? «Non. Il s'agit de la réunification d'instances séparées et des politiques différentes par le passé. Le 20 mai 2017, un congrès extraordinaire consensuel de HMS sera convoqué, des documents de références seront élaborés et des nouvelles instances seront créées. Durant la transition d'une année avant la convocation en mai 2018 du congrès ordinaire du nouveau parti, le parti du consensus sera présidé alternativement par l'un des responsables du MSP ou du FC.» Menasra reste évasif sur l'entrée du MSP ou du parti qui va naître de cette union au gouvernement. Il nous a confié sur le sujet : «S'agissant de l'intégration au gouvernement, nous attendrons d'abord les résultats des élections pour savoir si les électeurs nous donnent assez de voix pour gouverner. Un parti sérieux fait d'abord la lecture des résultats des élections par ses instances internes avant de décider s'il doit faire son entrée au gouvernement ou pas.» Idem en ce qui concerne la Coordination nationale des libertés et de la transition démocratique CNLTD. «Pour l'heure, je ne peux pas parler de ce dont je ne suis pas responsable. Mais une fois la réunification faite, tout sera débattu. A mon avis, ces instances de l'opposition, venues dans des contextes politiques particuliers, verront probablement des changements. Il y a aura peut-être une nouvelle carte politique dont il faudrait tenir compte.»

Abachi L.